

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 87 (1942)
Heft: 7

Artikel: Idées de manœuvre du haut commandement français (1939-1940)
Autor: Bauer, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342126>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Pour la Suisse :
1 an fr. 12.— ; 6 mois fr. 7.—
3 mois fr. 4.—

ABONNEMENT

Prix du numéro : fr. 1.50.

Pour l'Etranger :
1 an fr. 15.— ; 6 mois fr. 9.—
3 mois fr. 5.—

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

Avenue de la Gare 33, Lausanne

Compte de chèques post. II. 5209

ANNONCES : Société de l'Annuaire Vaudois S. A. — Rue Neuve, 1 — Lausanne

Idées de manœuvre du haut commandement français¹ (1939—1940)

Bien qu'on ne dispose pas encore de la documentation officielle, qui permettrait une analyse objective des opérations qui se sont déroulées sur le front ouest, en mai 1940, et qu'il soit encore trop tôt pour écrire l'historique de la campagne de France, nos lecteurs trouveront quelque intérêt à l'étude ci-dessous, entreprise par l'un de nos collaborateurs réguliers. (Réd.)

Le 2 septembre 1939, l'Allemagne ayant envahi le territoire polonais, la France et l'Angleterre se déclarèrent en état de guerre avec elle, et les hostilités durèrent sur le front occidental jusqu'à la conclusion de l'armistice de Compiègne, le 25 juin 1940. Pour plus de clarté, on distinguera trois phases à ces opérations :

1. pendant la campagne de Pologne (septembre 1939) ;

¹ Les chiffres entre parenthèses renvoient aux sources qui paraîtront à la fin de l'article seulement.

2. la « drôle de guerre » et les diverses hypothèses stratégiques du général Gamelin (octobre 1939-10 mai 1940) ;
3. la manœuvre de la Dyle et l'offensive allemande du 10 mai 1940.

L'histoire détaillée des opérations qui se déroulèrent sur le front français entre le 2 septembre 1939 et le 25 juin 1940 dépasserait le cadre que nous nous sommes tracé pour cette étude ; la voudrions-nous écrire que la plupart des documents feraient défaut pour donner un tableau quelque peu poussé de ce que fut en réalité la bataille de France (1). Notre étude se bornera donc, en principe, à l'analyse et à la discussion des principales décisions du haut commandement français, depuis le décret de mobilisation jusqu'au jour J, heure H qui vit, en réponse à l'invasion de la Belgique et de la Hollande par la *Wehrmacht*, le déclenchement de la manœuvre de la Dyle. Ces prémisses posées, quelques mots nous suffiront pour montrer comment et pourquoi le redressement tenté, le 19 mai 1940, par le général Weygand, n'eut pas le même succès que celui si magistralement réussi par le général Joffre entre le 25 août et le 6 septembre 1914.

1. *Les opérations sur le front occidental pendant la campagne de Pologne.*

Durant les trois premières semaines de septembre 1939, la *Wehrmacht*, de l'avis des Français, n'eut, sur toute la longueur du front qui s'étend entre Loerrach et Trèves (350 km.), que 20 à 25 divisions relevant, si nous sommes bien renseigné, du colonel général von Witzleben. Il est vrai que le haut commandement allemand voyait sa tâche bien simplifiée par le large fossé du Rhin qui couvrait la moitié de son front défensif, ainsi que par l'obstacle profond et continu de la ligne Siegfried. La mission de la 1^{re} armée allemande devait être de contenir, ou tout au moins de retarder toute poussée française en direction de Mayence et de Coblenze, et de conserver

à l'économie du Reich les importantes ressources du bassin de la Sarre.

Il est clair que cette mission défensive eût été malaisément remplie si la Pologne avait pu opposer une résistance prolongée jusqu'aux approches de l'hiver aux quelque 60 ou 70 divisions des Groupes d'armées von Bock et von Rundstedt, et si les Français avaient été plus lestes à prendre l'offensive. Mais dès l'abord, le général Gamelin se trouva incapable de surmonter la difficulté qui consistait à jeter dans une grande attaque à travers une zone fortifiée une armée disposée et équipée en vue de la défensive. Ainsi, dès l'origine, on se trouvait dans la plus fâcheuse des situations : on avait pris les armes pour soutenir la Pologne, et la nature et l'état de ces armes les rendaient inaptes à lui fournir, en temps utile, aucun secours efficace.

De toute évidence, en se référant aux accords souscrits par le Quai d'Orsay, le ministère de la guerre aurait dû organiser, dès le temps de paix, une force mobile et puissante, capable de porter l'offensive sur le territoire ennemi, dès le jour même de la déclaration de la guerre. Assurément, ce faisant, on eût transgressé le principe qui veut qu'on aille à la bataille toutes forces réunies, mais l'on pouvait escompter également le cas où l'adversaire n'aurait laissé entre Rhin et Moselle qu'un faible rideau défensif, et celui aussi où la Pologne toucherait le tapis des deux épaules avant que la dernière division de réserve de type B ait rejoint sa zone de concentration.

Quoi qu'il en soit, avec 31 divisions actives, deux divisions légères mécaniques et une seule division cuirassée, encore en enfance, et en raison des délais que devaient lui imposer la mise en œuvre et la préparation de ses divisions de réserve, le général Gamelin ne disposait pas de la marge de supériorité qui lui aurait permis de pratiquer rapidement une large brèche dans le barrage des fortifications adverses. Et eût-il possédé les effectifs nécessaires, que lui auraient encore fait défaut

les moyens matériels, ne serait-ce qu'une artillerie moderne de grosse destruction seule capable de venir à bout des nombreux ouvrages bétonnés de la ligne Siegfried (2).

Comme on voit, en concentrant face à l'est la plus grande partie de ses moyens d'infanterie et la quasi-totalité de ses moyens cuirassés et aériens, le commandement suprême de la *Wehrmacht* n'avait pas assumé un risque déraisonnable. Il pouvait compter que les Français seraient longs à la détente et que cette lenteur compenserait la construction trop fraîche de nombreux fortins de la région de Sarrebruck, que leur béton à peine coulé rendait inaccessibles à la troupe.

Deux circonstances encore sauvèrent la Rhénanie d'une nouvelle invasion française. Tout d'abord, le tracé de la frontière franco-allemande que la défaite de Waterloo et le second traité de Paris du 20 novembre 1815 avaient jadis imposé au roi Louis XVIII. En juin 1919, malgré les objurgations prophétiques du maréchal Foch, M. Georges Clémenceau, sur la sommation de MM. Wilson et Lloyd George, s'était contenté de ce tracé qui donnait au Reich les deux rives de la Sarre ainsi que la plupart des points dominants du terrain. On soulignera, d'autre part, l'habile tactique défensive du colonel général von Witzleben et de la 1^{re} armée allemande qui surent imposer de nombreux temps d'arrêt aux troupes ennemies qui poussaient en avant. D'innombrables mines admirablement camouflées, tout un jeu de destructions habilement ménagées retardèrent notablement l'offensive, un peu trop méthodique, semble-t-il, du groupe d'armée du général Prételat, qui piétina dans les secteurs si souvent cités par les communiqués de l'époque, de la forêt de Warndt, de la Nied, de la Sarre et de la Blies...

Mais tandis que les armées françaises progressaient mètre par mètre dans un terrain littéralement truffé de surprises meurtrières, les colonels généraux von Bock et von Rundstedt submergeaient Varsovie, atteignaient Lemberg et Brest-Litowsk dans une offensive échevelée et, le 19 septembre 1939,

M. Joseph Staline faisait à son tour passer à ses armées la frontière de la malheureuse nation polonaise. Poignardée dans le dos, au moment où elle était saisie à la gorge par une armée supérieure en manœuvres, en nombre et en matériel, la Pologne s'effondrait en quelques jours. Le 2 octobre 1939, les défenseurs de la base navale d'Héla se résignaient les derniers, à hisser le drapeau blanc, après une glorieuse résistance... Mais déjà, le colonel général von Brauchitch réalisait, en sens inverse, la manœuvre prévue par le comte Schlieffen, dans son fameux mémoire, pour le 42^e jour des opérations : des milliers de trains roulaient à toute vapeur dans la direction de l'ouest, pour débarquer deux millions de combattants entre Karlsruhe, Trèves et Wesel.

Dès que la défaite polonaise parut inéluctable, le général Gamelin prit sur lui de ramener en arrière ses troupes qui s'étaient avancées jusqu'à 8 ou 10 km. au delà de la frontière de la Sarre et du Palatinat. Cette décision était parfaitement justifiée. Les forces allemandes engagées en Pologne étaient estimées par les Français à quelque 70 divisions (3) ; la fin de la résistance polonaise et le nouvel accord germano-soviétique allaient les libérer pour la plupart. Avec une centaine de grandes unités sous la main, le colonel général von Brauchitch avait, d'ores et déjà, les moyens suffisants pour lancer une importante offensive. Mieux valait donc attendre le choc qui s'annonçait sur la puissante position fortifiée de la ligne Maginot. Le 3 octobre 1939, le mouvement prescrit était exécuté, non sans bavure, quant au reste, dans le secteur de Forbach, mais, dans l'ensemble, l'armée française se trouvait intacte et aux aguets au milieu de ses ouvrages bétonnés.

S'ensuivirent, sur le front du Rhin, du Palatinat et de la Sarre, de nombreuses affaires de chicane qui purent démontrer au haut commandement français que l'adversaire n'avait rien perdu de son agressivité d'antan. Mais, au demeurant, la « drôle de guerre » ne provoqua qu'une usure imperceptible dans les effectifs du général Gamelin, puisque, du 2 septembre

1939 au 10 mai 1940, les armées de la République n'avaient perdu — non compris les décès par accident ou par maladie — que 2649 tués, 6700 blessés et 2871 prisonniers et disparus.

2. *Les diverses hypothèses stratégiques du général Gamelin.*

A la suite du refus des gouvernements français et britanniques d'accueillir la proposition de paix présentée par le chancelier Hitler au mois d'octobre 1939, personne n'a jamais hésité, au G. Q. G. du général Gamelin, sur la réaction probable de l'adversaire. Il était clair que l'ennemi n'attendrait pas, l'arme au pied, que les Alliés eussent terminé leurs préparatifs en vue d'une offensive, mais qu'il attaquerait dès que l'occasion s'en présenterait, afin de mettre à profit la supériorité numérique et matérielle dont il disposait. Et pour lui, le plus tôt serait le mieux, car l'effort industriel de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis rongait tous les jours cette marge de supériorité.

Quant à la forme que prendrait cette manœuvre offensive, on éliminait, au G. Q. G. de Vincennes, l'hypothèse d'une attaque directe à travers la ligne Maginot. Selon toute probabilité, la *Wehrmacht* chercherait, comme en 1914, à tourner les fortifications françaises en recourant à une manœuvre débordante empruntant les territoires neutres. Assurément, depuis la conclusion de l'alliance germano-italienne, une opération allemande à travers la Suisse, en direction de Lyon, du Creusot ou de Langres n'apparaissait plus comme improbable, néanmoins on estimait communément, dans l'entourage des généraux Georges et Gamelin, qu'une nouvelle attaque à travers la Belgique devait avoir le pas dans les préoccupations du haut commandement français. Sans se découvrir complètement dans le Jura, il s'agissait avant tout de barrer la trouée de l'Oise, ainsi que le secteur des Flandres, de parer à une nouvelle édition de la manœuvre du mois d'août 1914.

Et si, comme il était probable, les Allemands passaient

la frontière belge, on tenait pour à peu près assuré, à Vincennes, que la neutralité néerlandaise ne serait pas épargnée davantage. On ne manquait pas, à cet égard, de nombreux indices qui remontaient à l'avant-guerre. Dans de nombreux ouvrages militaires allemands, on trouvait, en effet, exprimé le regret que le timide Moltke eût malencontreusement émasculé le fameux plan Schlieffen lequel, dans sa forme primitive, comportait le passage de la Meuse non pas à Liège, mais à Maestricht. On parlait également d'un mystérieux projet von Epp qui avait, disait-on, recueilli l'approbation du Führer ; on avait prêté attention à l'enseignement et aux publications du célèbre professeur Banse, créateur de la « géo-politique », ainsi qu'au développement de la propagande nationale-socialiste dans le royaume de la reine Wilhelmine. La fortification du canal Albert et les armements hollandais montraient que les gouvernements de Bruxelles et de La Haye portaient sur la situation des appréciations qui confirmaient les indices recueillis par les services de renseignements français.

Somme toute, l'état-major français, bien avant la date fatidique du 2 septembre 1939, s'attendait, en cas de guerre, à une nouvelle édition revue et augmentée du mémoire du comte Schlieffen. Pivotant autour de Trèves, la *Wehrmacht* allait se jeter, tout à la fois, sur la Belgique et sur la Hollande. A cheval sur le Rhin inférieur et s'étendant vers le nord au delà d'Ems, un détachement d'aile droite chercherait à se saisir de la Frise et des bouches du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, en vue d'opérations aéro-navales subséquentes contre l'Angleterre, tandis que la masse principale des armées du Reich, tournant par le nord les fortifications belges de la région de Liège et de Namur, franchirait le seuil de Gembloux et se déploierait au sud de Bruxelles, à l'intention de gagner la route de Paris par la trouée de Chimay et la vallée supérieure de l'Oise.

Selon les estimations du haut commandement français, les moyens ne manqueraient pas au colonel général von

Brauchitch pour exécuter une manœuvre de cette envergure. Fin septembre, on lui attribuait entre 100 et 110 divisions et, effectivement, dès le 5 octobre 1939, le chroniqueur militaire du *Daily Telegraph*, puisant sans doute ses informations à la source bien renseignée des services secrets britanniques, signalait d'actifs préparatifs allemands dans la région d'Aix-la-Chapelle (4). On ne saurait douter que l'état-major français ne reçût, à la même époque et de son côté, la confirmation de ces mouvements significatifs. Comme on voit, dès la mise en place du dispositif allemand, les concentrations de l'ennemi paraissaient confirmer en gros les idées que l'on se faisait quant à ses intentions, au G. Q. G. du général Gamelin.

Telles furent les bases de l'instruction personnelle et secrète qu'adressait à ses subordonnés, en date du 26 septembre 1939, le général Georges, commandant en chef du théâtre des opérations du nord-est. Il y était prescrit que le groupe d'armées N° 1, retiré du front du sud-est, reprendrait à sa charge, dès le 1^{er} octobre les secteurs qui s'étendaient de Rochonvilliers (N. de Metz) à la mer du Nord ; que le corps expéditionnaire britannique (B. E. F.) s'installerait dès le 3 octobre dans la région de Lille et, qu'en cas de menace précise contre la Belgique, la 7^e armée (général Giraud), alors en réserve dans la région située au sud-ouest de Reims, monterait en ligne à la gauche de la B. E. F. pour reprendre à son compte le secteur Lille-mer du Nord.

La mission du général Billotte était de défendre en tout état de cause la position-frontière (5). Il disposait à cet effet de la 2^e armée (général Huntziger), du détachement d'armée des Ardennes (D. A. A. : général Corap), de la 1^{re} armée (général Blanchard) et de la B. E. F. (général Gort). Si les Belges autorisaient les Alliés à passer sur leur territoire, le G. A. 1 porterait son aile gauche, c'est-à-dire la 7^e armée et la B. E. F., le long du Moyen-Escaut, entre Condé et Gand, où elle s'installerait défensivement, en contact avec l'aile droite du roi Léopold III qui devait venir occuper la tête de pont fortifiée

de Gand. Enfin, en cas de circonstances particulièrement favorables et dans ce cas seulement, les instructions du 26 septembre prévoyaient que l'on rechercherait la coopération anglo-franco-belge sur la position du canal Albert, en se couvrant par la Meuse entre Liège et Namur.

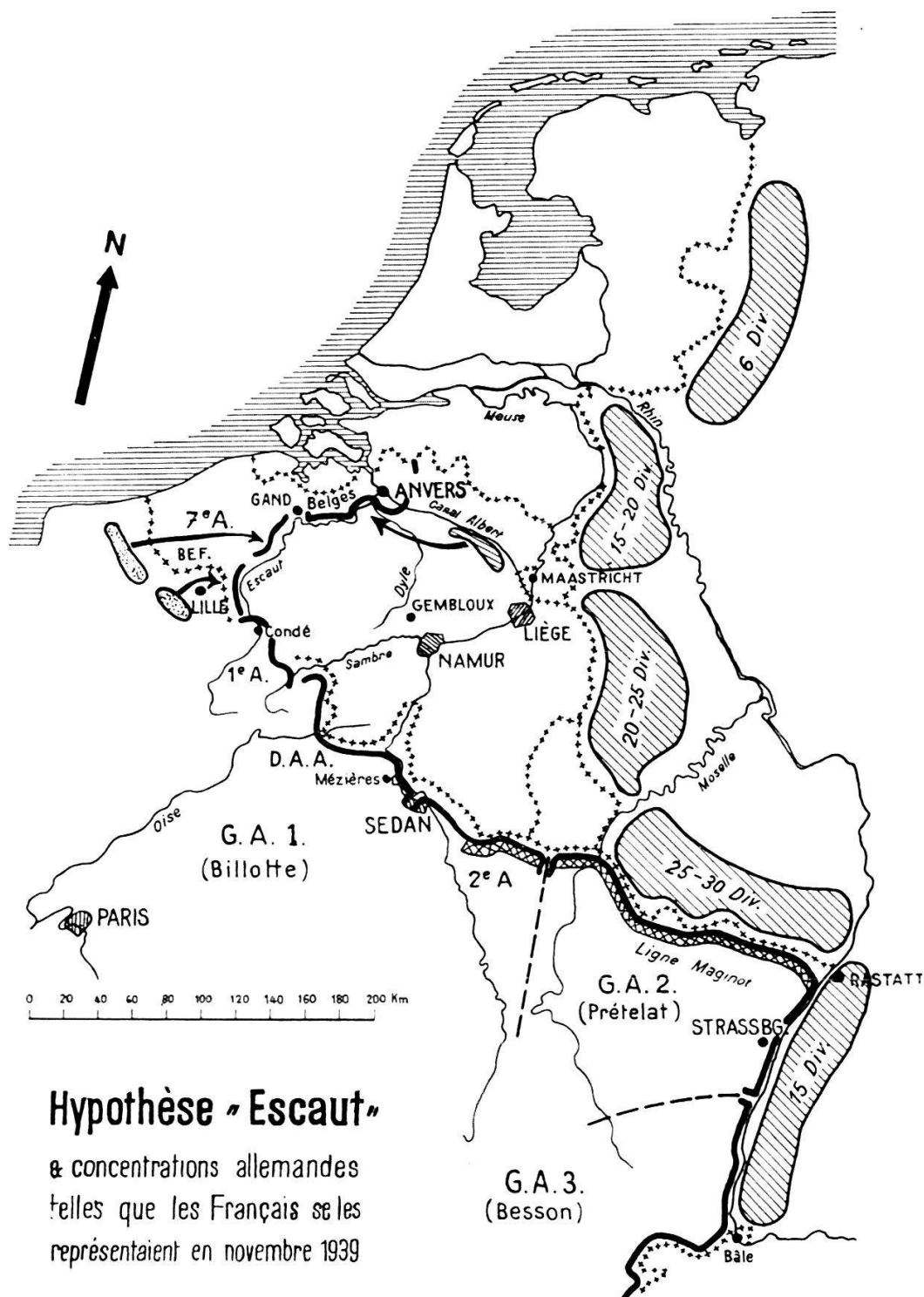
Comme on voit, à côté de l'idée essentielle d'attendre de pied ferme l'attaque ennemie sur la position reconnue et préparée de la frontière apparaissait, d'ores et déjà, celle de pousser en Belgique, afin de gagner une ligne défensive improvisée, tout ou partie du groupe d'armées du général Billotte. Sans doute, trois jours plus tard, le général Georges précisait-il sa pensée, en subordonnant cette hypothèse à la condition que le roi Léopold ferait appel en temps utile à la coopération des Alliés. Mais en quoi pouvait consister ce temps utile ? Pouvait-on espérer que le gouvernement de Bruxelles inviterait préventivement les Anglais et les Français à passer la frontière ? Pouvait-on compter en toute sécurité sur les délais nécessaires pour permettre au G. A. 1 de s'installer solidement sur l'Escaut ? On admettra que personne ne supposait en France que les divisions blindées de la *Wehrmacht* reproduiraient dans les Pays-Bas leurs exploits et leurs performances de la campagne de Pologne. D'autre part, pour d'excellentes raisons morales, politiques et militaires, il semblait impossible d'abandonner les Belges sans nul secours, et personne assurément ne saurait critiquer ce point de vue, d'autant plus que l'hypothèse Escaut laissait en place les généraux Corap et Blanchard et que les 150 km. qui séparent le canal Albert de la région d'Audenarde permettaient de voir venir. Il reste, toutefois, que le cas expressément prévu de « circonstances exceptionnellement favorables » ouvrait la porte à une autre idée de manœuvre ; dès lors, la pensée du haut commandement français va, durant tout l'hiver 1939/1940, osciller entre l'Escaut et la Meuse pour s'arrêter finalement au compromis de la Dyle.

Mais, à ce moment de l'automne, les cols alpins devenant

impraticables du fait de la saison, et l'Italie continuant à se tenir dans une position de non-belligérance, le général Gamelin pouvait récupérer les meilleurs éléments de son armée des Alpes, soit l'état-major de la 6^e armée (général Touchon), l'état-major et les éléments non-endivisionnés du 16^e corps d'armée (général Fagalde), ainsi que la 31^e division d'infanterie, les 27^e, 28^e, 29^e et 30^e divisions d'infanterie alpine, la 63^e division de réserve type B et la 1^{re} division d'infanterie nord-africaine. L'état-major de la 6^e armée, ainsi que les 28^e et 29^e D. I. A. (6), demeurèrent en réserve du G. Q. G., la 27^e fut mise à la disposition du général Georges, les 30^e et 31^e passèrent au groupe d'armées N° 2 (général Prételat), la 63^e fut amalgamée avec la 57^e division de réserve pour former le 45^e corps d'armée de forteresse (général Daille), et vint dans la région de Pontarlier, tandis que l'E. M. du 16^e C. A. fut transféré à l'extrême-gauche du dispositif, dans le secteur de Dunkerque, et que la 1^{re} D. I. N. A. fut versée aux réserves du G. A. 1. On remarquera à ce propos que, disposant de sept divisions libérées par l'hiver de leur tâche des Alpes, le général Gamelin n'en affecta qu'une seule au front qu'il estimait lui-même le plus menacé et que deux vinrent renforcer la ligne Maginot où l'on n'attendait aucune attaque et où l'on aurait dû logiquement se reposer avant tout sur la puissance de la fortification...

Moins d'un mois après, l'hypothèse Escaut s'affermissait dans l'instruction du 24 octobre 1939. Assurément, le commandement ni le gouvernement français, pour des raisons de neutralité, n'avaient pu établir aucun contact avec le roi Léopold; néanmoins l'occupation du Moyen-Escaut s'imposait en raison de divers arguments. Il importait, tout d'abord, aux deux alliés d'empêcher l'ennemi de s'établir dans les Flandres, ce qui lui eût permis de menacer directement le bassin industriel du nord de la France et, comme il l'avait fait lors de la dernière guerre, de porter la guerre dans le Pas-de-Calais et dans le ciel de la Grande-Bretagne. Les forces belges ayant été

portées à l'effectif de 16 divisions et se trouvant disposées face au nord-est, on estimait que leur résistance serait capable de donner au général Billotte le temps de s'installer solide-



ment sur le fossé de l'Escaut. Quant à l'idée d'une poussée ultérieure qui conduirait les Alliés sur la ligne Anvers-Namur, soit sur la ligne de la Dyle, elle n'était retenue que si l'on disposait pour l'occuper des délais suffisants d'organisation et d'installation. Ainsi donc, l'on marquerait un temps d'arrêt entre Condé et Gand et l'on abandonnerait l'idée de joindre les Belges sur le canal Albert.

En admettant le bien-fondé des prémisses posées précédemment, la décision française du 24 octobre se déduisait logiquement ; les arguments invoqués en sa faveur ne manquaient pas de poids, et l'on peut juger qu'elle ne faisait pas reposer tout l'avenir de la campagne sur les chances d'un seul coup de dés. Occupant une bonne position défensive sur l'Escaut, les Alliés, si la Fortune leur souriait, pouvaient même espérer prendre en flanc l'attaque principale de la *Wehrmacht*, au moment où celle-ci, ayant franchi le seuil de Gembloux, convergerait vers le sud, pour se développer en direction de Hirson, de Maubeuge et de Valenciennes.

Le 27 octobre, on admettait, à Paris, que l'ennemi avait rangé son jeu. Ses armées se trouvaient échelonnées en un dispositif très largement articulé, où l'on ne pouvait discerner encore aucune intention précise, mais qui, d'ores et déjà, se prêtait, dans un délai de quelques jours, à l'exécution de toute manœuvre prescrite par le Führer contre l'un quelconque des secteurs du front occidental (7). Et, tout de suite, le rythme des événements s'accélère. Le 30 octobre, le *Daily Telegraph* annonçait la concentration de deux masses fortes de 18 divisions, face à la Hollande et face à la Suisse. Mais au bout de quelques jours, c'est dans le secteur des Pays-Bas que la menace se précisa de plus en plus. Le 2 novembre, le bulletin militaire du *Temps* confirmait la présence d'un certain nombre de grandes unités allemandes sur les côtes de la mer du Nord et dans la région d'Emden. Le même jour, sur la foi des renseignements qui lui parvenaient de l'autre côté de la frontière ou qu'il recueillait sur place, le gouvernement de

La Haye proclamait l'état de siège dans une partie du pays. Dans la nuit du 6 au 7 novembre, le roi Léopold III et la reine Wilhelmine se réunissaient pour examiner la situation, tandis que les Hollandais tendaient les inondations prévues et rappelaient les permissionnaires de leur armée. Au G. Q. G. français, on estimait que l'attaque dont on suivait les préparatifs depuis quelques semaines se déclencherait entre le 11 et le 14 novembre.

Une fois de plus, nous répétons que notre dessein n'est pas, dans cette étude, de faire un historique des faits, mais de présenter au lecteur les conceptions que l'on se faisait dans les milieux du haut commandement français des moyens et des intentions de l'adversaire, afin d'examiner le bien-fondé de ses décisions. L'intention réelle du chancelier Hitler était-elle de déclencher son offensive entre le 11 et le 14 novembre ? Nous n'en savons rien. Néanmoins, il est intéressant d'exposer ici l'idée que l'on se faisait au G. Q. G. français des effectifs et du déploiement de la *Wehrmacht*. Nous le ferons d'après le bulletin militaire du *Temps* du 25 novembre, auquel il est impossible de ne pas reconnaître un caractère officieux. Le rédacteur anonyme du grand journal parisien estimait entre 91 et 116 divisions d'infanterie les forces concentrées par l'ennemi entre Loerrach et la mer du Nord. La garde du Rhin entre Bâle et Rastatt absorbait une masse de 15 divisions, cependant qu'on évaluait entre 25 et 30 divisions les forces chargées de faire face à la ligne Maginot ; 20 à 25 divisions étaient concentrées le long des frontières du Luxembourg et de la Belgique, tandis que 15 à 20 divisions bordaient le Limbourg néerlandais. Enfin, un détachement comptant au bas mot 6 divisions était disposé entre la rive droite du Rhin et la mer du Nord. C'étaient donc 40 à 50 divisions que le colonel général von Brauchitch pouvait jeter d'un jour à l'autre sur les Pays-Bas et la Belgique, et il lui restait encore sous la main une dizaine de divisions d'infanterie, maintenues en réserve générale pour alimenter sa bataille. Quant aux divi-

sions blindées, le bulletin précité du *Temps* ne nous dévoile pas ce qu'on savait de leur stationnement au 2^e Bureau du général Gamelin, mais il admettait, comme il est naturel, qu'elles soutiendraient ou précéderaient les deux groupements principaux de l'armée allemande auxquels il attribuait les axes de marche Bruxelles-Valenciennes et Diekirch-Montmédy (8).

Ainsi qu'on peut le constater, dès cette époque, les Français identifiaient à peu près les groupes d'armées von Bock et von Rundstedt, sans d'ailleurs se faire une exacte représentation de leurs intentions stratégiques, si tant est que le plan du chancelier Hitler, exécuté en mai 1940, ait déjà eu force de loi en novembre 1939.

Quoi qu'il en soit, les concentrations de la *Wehrmacht* imposaient au haut commandement une variante de l'hypothèse Escaut à laquelle on s'était arrêté le 24 octobre. La conquête de la Hollande pouvait, en effet, constituer le prélude à une attaque directe contre l'Angleterre, tandis que le chancelier Hitler couvrirait sa manœuvre en respectant provisoirement le territoire belge. Sous l'expresse réserve d'un appel du gouvernement du roi Léopold à la garantie des deux puissances occidentales, on mit donc immédiatement à l'étude une nouvelle manœuvre stratégique à l'intention de porter l'aile gauche du dispositif anglo-franco-belge au delà d'Anvers, afin d'interdire aux armées du Reich l'accès des bouches de l'Escaut, et de tendre la main, dans la mesure du possible, aux défenseurs des Pays-Bas. Tel fut l'objet de l'hypothèse « Hollande », devenue exécutoire le 8 novembre 1939.

Une pareille manœuvre, toutefois, ne pouvait se contenter d'un simple aménagement que l'on apporterait dans ce sens à l'hypothèse du 24 octobre. La distance entre Tournai et la mer du Nord n'étant que de 75 km., tandis qu'il y a plus de 150 km. entre Roosendaal et la frontière française, le moindre incident fâcheux qui surgirait dans la région de Courtrai provoquerait la rupture du dispositif allié, et toute l'aile

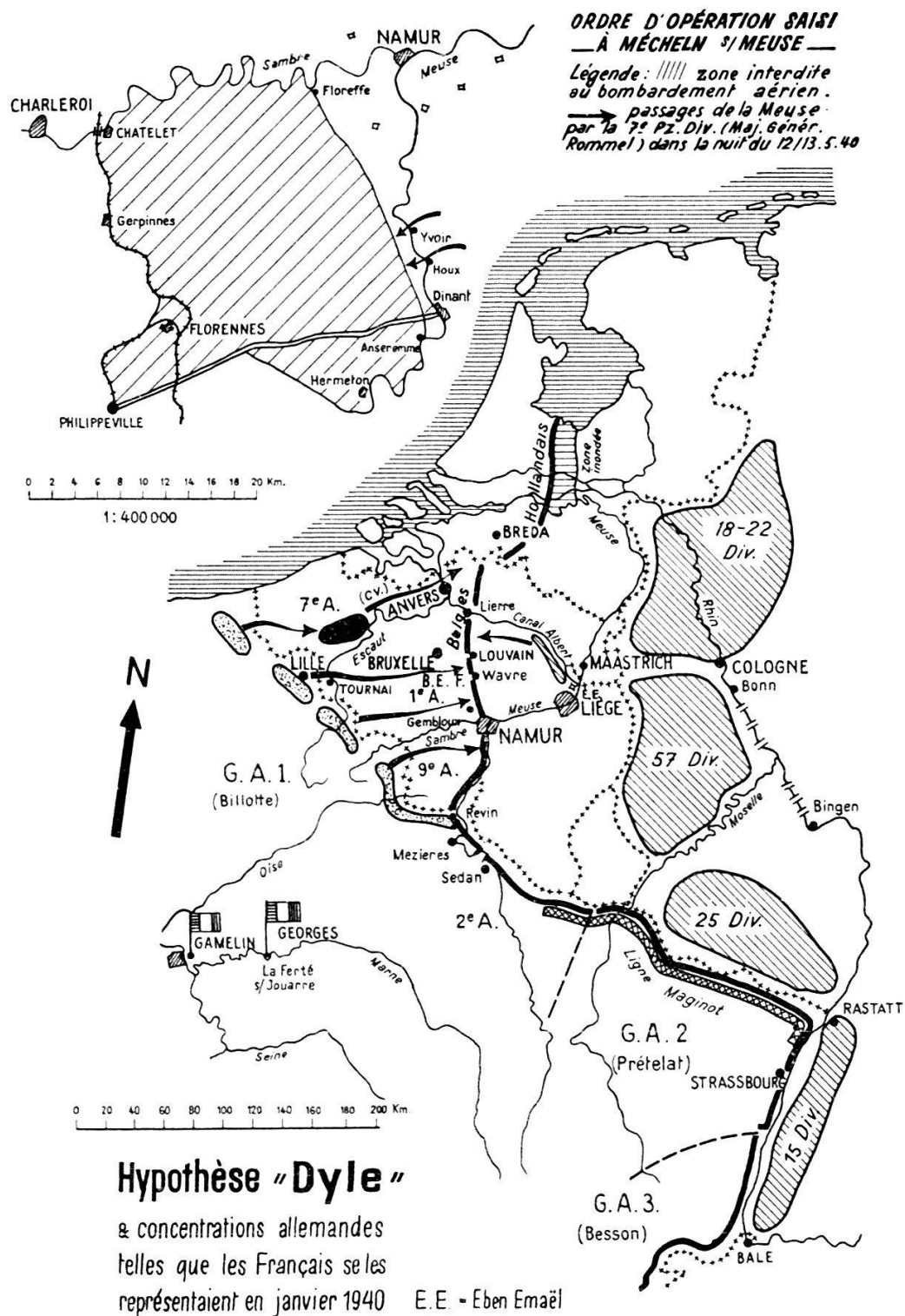
gauche du G. A. 1, ainsi que l'armée belge, se trouverait acculée à la mer entre Ostende et Walcheren. Force était bien d'abandonner la position de résistance prévue sur l'Escaut et, pour gagner toute la profondeur nécessaire, de se porter plus en avant jusqu'à la ligne Anvers-Louvain-Namur. Conséquemment, toute la 1^{re} armée et une partie de la 9^e (ex-D. A. A.) se trouvaient englobées dans le mouvement prévu, ce qui reportait le pivot de la manœuvre envisagée de Condé sur Escaut à Revin sur la Meuse, à quelque 100 km. dans la direction du sud-est. C'est ainsi que reparaît obliquement et par voie de conséquence la manœuvre de la Dyle qui avait été déjà discutée précédemment, mais elle reparaisait le 8 novembre sans qu'aient été abordées et résolues les réserves émises à son propos. Il ne semble plus qu'on se souciât encore de savoir si les Belges requerraient le concours des Alliés en temps utile, ni si l'on disposerait des délais d'installation et d'organisation jugés nécessaires le 24 octobre 1939. Trois jours plus tard, la menace d'invasion s'étant précisée, la 7^e armée monta en ligne pour prendre à sa charge le secteur-frontière entre la Lys et la mer du Nord, à la gauche du général Gort, ainsi que la chose était prévue par l'instruction du 26 septembre. Puis tout s'apaisa.

C'est ainsi que l'hypothèse « Dyle » naquit, pour ainsi dire, de l'hypothèse « Hollande ». Elle prit forme dans le courant de novembre. Le renforcement de l'armée belge, qui était portée à 18 divisions d'infanterie, donnait à espérer que les Allemands seraient contraints de marquer un temps d'arrêt sérieux sur le canal Albert. D'autre part, et de sa propre initiative, l'état-major du roi Léopold se chargeait d'organiser lui-même contre la ruée des divisions blindées allemandes la position sur laquelle le haut commandement français comptait établir ses armées. Dès le 1^{er} novembre, en effet, on avait commencé à tendre à travers le royaume un obstacle antichars continu, lequel, s'appuyant, dans la région de Lierre, à la position fortifiée d'Anvers, devait doubler le fossé de la

Dyle, barrer le seuil de Gembloux, pour venir s'accrocher finalement à la place de Namur ; 30 000 tonnes de ciment, 34 000 tonnes de charpentes d'acier, 1000 tonnes de câbles métalliques, 150 tonnes de peinture de camouflage allaient être consacrées à ce barrage qui courait à travers champs, bois, marécages, cours d'eaux et voies ferrées sur 70 km. d'étendue, et qui fut terminé au mois de mars 1940 (9).

Aussi bien, le 17 novembre, le général Georges, commandant en chef du théâtre des opérations du nord-est, prenait-il les dispositions suivantes pour assurer l'exécution de la nouvelle manœuvre. Le dispositif allié, pivotant autour de Revin, se redresserait vers le nord, pour aller se souder aux Belges, dans la région de Louvain. A cet effet, la partie gauche de la 9^e armée se porterait rapidement sur la Meuse, dont elle interdirait les passages entre Revin et le sud de Namur. Entre le nord de cette place, défendue par sa garnison belge, et le sud de Wavre, la 1^{re} armée se chargerait de défendre le seuil de Gembloux. Le corps expéditionnaire britannique tiendrait la ligne de la Dyle et opérerait sa jonction avec l'armée du roi Léopold, laquelle, combattant en retraite depuis le canal Albert, viendrait finalement occuper, sans esprit de recul, le front Louvain-Anvers. Quant à la 7^e armée, elle serait maintenue en réserve durant la première phase de l'opération et se tiendrait prête à intervenir dans la bataille au profit de l'extrême-gauche des forces alliées. Il faut noter, enfin, que, contrairement à ce qui avait été prévu précédemment, aucun temps d'arrêt ne devait être marqué désormais sur la position de l'Escaut.

Faut-il croire que ces directives, dont la bonne exécution dépendait de diverses conditions échappant à l'influence ou à l'action du haut commandement français, parurent insuffisamment audacieuses au général Gamelin, commandant en chef des forces terrestres ? C'est un fait, dans tous les cas, qu'à la suite de son intervention et sur les propositions du général Billotte, le général Georges fit connaître, à la date du



10 janvier 1940, ses intentions en vue de l'occupation éventuelle du canal Albert par les armées alliées. Encore qu'on ne veuille rien affirmer à cet égard, il semble toutefois que le commandant en chef du théâtre des opérations du nord-est ait considéré sans optimisme l'opportunité de ce mouvement en avant, dont il incriminait à juste titre la témérité. Telle fut l'origine d'une véritable crise du commandement qui, pour être demeurée latente, n'en a pas moins pesé lourdement sur la suite des opérations.

C'est ici le lieu d'examiner la solution qui fut apportée par M. Edouard Daladier à ce problème du haut commandement dont l'importance n'a pas besoin d'être soulignée. A la déclaration de guerre, le général Gamelin, chef d'état-major général de la défense nationale, prit le titre de commandant en chef des forces terrestres. Il avait sous ses ordres, en qualité d'adjoint, le général Georges, commandant en chef du théâtre des opérations du nord-est, qui disposait du G. Q. G. installé sur les bords de la Marne, à la Ferté-sous-Jouarre. Il est difficile de se rendre compte, dans l'état actuel de notre documentation, des raisons exactes pour lesquelles le général Gamelin ne put s'accommoder de l'organisation prévue. Répugnait-il à endosser les lourdes responsabilités d'un véritable généralissime, ainsi que l'affirme le réquisitoire de Riom (10) ? Ou bien, l'Italie demeurant dans une position d'expectative et la coalition franco-britannique ayant été incapable de constituer un second front dans le Proche-Orient, estimait-il, tout au contraire, que ses hautes fonctions ne correspondaient à aucun pouvoir réel de commandement ? Nous ne saurions trancher ce dilemme. On pourrait aussi penser que, dès l'origine, le général commandant en chef des forces terrestres, constatant les divergences de vues qui le séparaient de son adjoint, regretta de ne disposer d'aucun organisme lui permettant d'exprimer ses volontés.

(A suivre.)

Capitaine E. BAUER.